

## INTERVIEW

# Clency Bibi sur les lois du travail : «Luttons pour que le salaire minimal passe à Rs 14 000»

30 OCTOBRE 2018



BY MARIO BOUTIA Contact: m.bootia@defimedia.info



*Nous devons continuer la lutte pour ramener le salaire minimal à Rs 14 000 par mois, avance Clency Bibi, le président de la General Workers Federation (GWF). Dans cet entretien, le syndicaliste brosse un tableau de la situation sur les relations industrielles dans le pays.*

*En 2018, les petits salariés ont eu droit à un salaire minimal aussi bien que le paiement de l'impôt négatif, alors que ceux de la classe moyenne ont bénéficié davantage d'allègement fiscal sur l'impôt sur les revenus. Quels sont vos commentaires ?*

*Ce serait de mauvaise foi de ne pas reconnaître qu'en général les revenus des travailleurs ont connu une amélioration en 2018. Le salaire minimal, pour lequel nous avons bataillé depuis des années, est une réalité depuis janvier 2018. Bien que nous ne soyons pas d'accord sur le montant qui a été accordé, soit Rs 8500, on peut dire qu'au moins les bénéficiaires, principalement ceux qui touchaient moins de Rs 5 000 par mois, ont connu une certaine amélioration de leurs conditions de vie.*

*Maintenant, nous devons continuer la lutte pour que ce taux passe à Rs 14 000 par mois comme l'a toujours réclamé la GWF. Toutefois, je ne peux voiler la face sur le fait que tout n'est pas que blanc concernant les relations industrielles.*

***Expliquez-vous ?***

***Notre principal grief concerne les amendements de l'Employment Relations Act et de l'Employment Rights Act qui est une promesse électorale du gouvernement de l'Alliance Lepep. Il avait même promis que ce sera fait en concertation avec les syndicats. Mais, je regrette de le dire que c'est le contraire qui se passe. Il n'y a eu guère de consultation avec les syndicats, bien qu'ils aient soumis leurs propositions depuis longtemps. Pire, le ministre du Travail, des Relations industrielles, de l'Emploi et de la Formation, Soodesh Callichurn, a annoncé que le projet de loi sera présenté bientôt au Parlement sans que nous n'ayons une ébauche. Je pense qu'au préalable tous les partenaires sociaux auraient dû avoir une ébauche de ces amendements pour permettre des débats démocratiques au niveau national afin d'arriver à un consensus.***

***Quels sont les principaux amendements proposés par la GWF ? Nous réclamons en premier lieu le rétablissement du Termination of Contract Service Board (TCSB). Pour nous, il est inadmissible qu'il suffit à un patron d'informer au préalable le ministre du Travail des difficultés économiques de son entreprise pour qu'il soit autorisé à la fermer. Nous n'avons cessé de dénoncer des abus de certains employeurs. D'autant que maintenant, ils doivent donner un préavis d'un mois seulement contre trois sous le TCSB. Nous réclamons un cadre légal pour mieux protéger les travailleurs qui sont liés avec les sous-contracteurs. Nous insistons pour que le dimanche ne soit plus considéré comme un jour normal de travail mais comme un jour de congé public, comme c'était le cas dans le passé. L'une de nos principales demandes est aussi la promulgation du shift work.***